GUADELOUPE

RUP 25-26

Présidence de la conférence des Régions Ultrapériphériques




# LIVRET DE COMMUNICATION

REGION GUADELOUPE

Archipel d'Avenir

# Sommaire


1. Édito Président Chalus ..... 3
2. Édito Président Albuquerque ..... 4
3. Qu'est-ce que la CPRUP ? ..... 5
4. Les enjeux politiques de la 30e Conférence des Présidents des RUP ..... 6
5. Les dates clés ..... 11
6. Les chiffres clés ..... 12
7. Les RUP dans la Caraïbe ..... 13
8. Les RUP dans l'Amazonie ..... 16
9. Les RUP dans la Macaronésie ..... 17
10. Les RUP de l'océan Indien ..... 20
11. Les RUP : enjeux géopolitiques et géostratégiques ..... 22
12. Les atouts des RUP ..... 25
13. Les projets ..... 26
14. Programme de la CPRUP 2026 ..... 33
15. Trombinoscope de la CPRUP 2026 ..... 35
16. Contact ..... 36


GUADELOUPE RUP 25-26
Présidence de la conférence des Régions Ultrapériphériques



# 1. Édito du Président Ary Chalus

La présidence de la Conférence des Présidents des Régions Ultrapériphériques (CPRUP), assurée par la Guadeloupe d'avril 2025 à novembre 2026, s'est inscrite dans une période charnière au niveau européen. Confrontée à un environnement international marqué par de profondes recompositions géopolitiques, des enjeux croissants de défense et de sécurité, ainsi que des impératifs renforcés de compétitivité et de souveraineté, l'Union est appelée à redéfinir ses priorités stratégiques et à repenser les leviers de son autonomie et de son rayonnement en passant par le renouvellement de son budget pour la période 2028-2034.

Dans ce contexte, la Guadeloupe a fait le choix de porter une ambition politique claire : changer durablement le regard de l'Europe sur ses Régions Ultrapériphériques (RUP). Il ne s'agit plus de considérer ces territoires comme des périphéries éloignées, confrontées à des contraintes structurelles, mais de reconnaître pleinement leur valeur stratégique, leur potentiel et leur contribution essentielle à l'avenir de l'Union. Par leur positionnement géographique, leur ouverture sur les grands espaces régionaux et maritimes, leurs ressources naturelles et leurs compétences, les RUP constituent des avant-postes européens de premier plan et des leviers majeurs de souveraineté, de résilience et d'influence. Leurs défis de développement économique, de transition écologique et énergétique, de cohésion sociale, de justice territoriale et de sécurité exigent des politiques publiques à la hauteur de nos ambitions communes.

Face à ces enjeux majeurs, la présidence guadeloupéenne a placé le dialogue, la concertation et l'influence au cœur de son action. En lien étroit avec les autres RUP, un travail collectif d'analyse de la législation européenne et de formulation de propositions d'amendements a été conduit auprès de l'ensemble des instances européennes.

Ces travaux ont été menés avec un objectif clair : porter une voix unie et ambitieuse pour les Régions Ultrapériphériques en amont des décisions européennes.

La révision de la stratégie européenne pour les RUP, accompagnée pour la première fois d'un paquet de simplification réglementaire, a ainsi été le résultat de notre engagement et marque le début d'un travail d'adaptation des politiques européennes à nos réalités et de valorisation des atouts que représentent les RUP pour le développement de l'Union.

A l'heure de transmettre la présidence, la Guadeloupe réaffirme son engagement à poursuivre, aux côtés de l'ensemble des Régions Ultrapériphériques, cette dynamique collective. L'enjeu dépasse la seule défense de nos intérêts territoriaux : il s'agit de contribuer à la construction d'une Union européenne plus cohérente qui sache pleinement mettre en œuvre le « réflexe RUP ».

**Ary CHALUS**
*Président de la Région Guadeloupe*
*Président de la Conférence des Présidents des Régions Ultrapériphériques*





# 2. Édito du Président Miguel Albuquerque

C'est un grand plaisir pour la Région autonome de Madère d'assumer la présidence de la Conférence des Présidents des Régions Ultrapériphériques.

Dans un contexte de grande incertitude au niveau international, il est essentiel de réaffirmer les principes solides qui ont guidé l'action des RUP au cours des dernières décennies : la défense du statut d'ultrapériphérie et de l'application de l'article 349 du TFUE. C'est là le fondement de notre travail, que Madère entend honorer et continuer à défendre lors des négociations du prochain CFP et dans le cadre des politiques européennes ayant une incidence sur les RUP.

La présentation de la nouvelle stratégie de l'UE en faveur des RUP marque un tournant significatif dans la relation de l'Union européenne avec ses régions les plus éloignées. Nous souhaitons suivre la mise en œuvre effective de cette nouvelle stratégie et contribuer à la réalisation des objectifs fixés, grâce à un dialogue continu entre la Commission, les États membres et les RUP, sans oublier le suivi des mesures législatives identifiées dans le nouveau paquet législatif et réglementaire qui permettent une application plus systématique de l'article 349. Nous attendons avec optimisme la mise en œuvre de nouvelles mesures de simplification réglementaire, fondées sur une approche concertée, au profit de toutes les RUP.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, la Région autonome de Madère s'efforcera d'encourager le dialogue et la coopération institutionnelle entre toutes les RUP, ainsi qu'entre celles-ci et les institutions européennes, dans l'intérêt de nos régions et pour le bien de nos citoyens.

**Miguel ALBUQUERQUE**
*Président du Gouvernement Régional de Madère*



29e CPRUP Passation de la présidence - Avril 2025

# 3. Qu'est-ce que la CPRUP ?

La Conférence des Présidents des Régions Ultrapériphériques (CPRUP) rassemble les exécutifs des neuf Régions Ultrapériphériques de l'Union européenne : la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, Saint-Martin, La Réunion, Mayotte (France), Madère, les Açores (Portugal) et les îles Canaries (Espagne).

Lancée le 31 mars 1995 à Gourbeyre, en Guadeloupe, la CPRUP défend depuis plus de trente ans, d'une seule voix forte, les intérêts de plus de cinq millions de citoyens européens auprès de l'ensemble des institutions de l'Union, afin d'obtenir la pleine prise en compte des spécificités des Régions Ultrapériphériques.

La CPRUP poursuit quatre missions principales :
- Représenter les territoires auprès des institutions européennes ;
- Défendre les intérêts de leurs acteurs institutionnels et de l'ensemble de leurs forces vives ;
- Défendre les acquis de l'ultrapériphérie ;
- Informer sur les opportunités offertes par les politiques et programmes de l'Union européenne.

Ses activités sont mises en œuvre par un Comité de suivi, composé de représentants de chacune de nos Régions Ultrapériphériques. Ce travail collectif assure une coordination permanente entre les territoires et permet de porter une position commune auprès des institutions européennes.

Le Comité de suivi assure notamment :
- La veille et l'analyse de l'actualité européenne ;
- La préparation des positions politiques conjointes des présidents ;
- La formulation de propositions opérationnelles adaptées aux réalités des RUP ;
- La participation aux consultations et négociations européennes afin de faire évoluer les textes législatifs dans un sens favorable aux territoires ultrapériphériques ;
- Le développement de relations avec les institutions européennes et les réseaux régionaux européens.

Par son action collective, la CPRUP contribue à renforcer la visibilité et le développement des Régions Ultrapériphériques au sein de l'Union européenne.

# 4. Les enjeux politiques de la 30e Conférence des Présidents des RUP

## Faire de l'article 349 un véritable levier de différenciation

L'article 349 du TFUE doit devenir un outil pleinement mobilisé au service des Régions Ultrapériphériques (RUP), et non une simple disposition dérogatoire. Chaque politique européenne doit prendre en compte, dès sa conception, les réalités et les contraintes spécifiques de ces territoires, grâce à l'instauration d'un **« réflexe RUP » systématique dans les études d'impact et les propositions législatives**.

## Traduire la nouvelle stratégie européenne en engagements concrets

La stratégie européenne pour les RUP présentée le 10 septembre 2026 doit se concrétiser par une feuille de route claire, assortie d'un calendrier précis, de financements à la hauteur des ambitions affichées et d'un mécanisme de suivi régulier. Sa mise en œuvre doit être élaborée en étroite concertation avec les Régions Ultrapériphériques afin de garantir des réponses adaptées à leurs réalités et à leurs besoins.



Forum des RUP à Bruxelles, novembre 2025

## Faire des Régions Ultrapériphériques des leviers stratégiques pour l'Europe

Avant-postes de l'Europe dans l'Atlantique, la Caraïbe, l'Amazonie, le Canal du Mozambique et l'océan Indien, les Régions Ultrapériphériques lui assurent une présence permanente au plus près de zones stratégiques du globe. Elles lui apportent plus de la moitié de sa zone économique exclusive, premier domaine maritime mondial, un accès autonome à l'espace depuis la Guyane, des ressources halieutiques, énergétiques et minérales et une biodiversité d'exception. Par leur position géographique et leurs ressources, elles contribuent directement à la puissance maritime de l'Union, à la sécurité des routes maritimes, à la préservation de la biodiversité mondiale et à la transition énergétique. Insérées dans les organisations régionales, elles sont aussi des relais d'influence : par la coopération et les échanges humains, économiques et éducatifs qu'elles entretiennent avec leur environnement, elles portent les valeurs et les intérêts de l'Europe là où elle serait autrement absente. Dans un monde où la compétition entre puissances s'intensifie, **investir dans nos territoires, c'est renforcer la souveraineté, l'influence et la capacité d'action de l'Europe à l'échelle mondiale**.



La Route du Littoral à La Réunion

## Garantir des financements dédiés au sein du cadre financier pluriannuel 2028-2034

Le prochain cadre financier pluriannuel doit traduire pleinement, dans ses instruments comme dans ses enveloppes, les exigences de l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Il est indispensable de garantir une enveloppe dédiée, prévisible, sanctuarisée et équivalente à celle des régions les moins développées — indépendamment du fait que leur PIB par habitant soit inférieur ou non à 75 % de la moyenne de l'UE — afin qu'elles bénéficient d'un financement régional qui ne soit pas inférieur à 90 % du montant correspondant alloué pour la période 2021-2027. Cette enveloppe doit être distincte des dotations nationales ou régionales de droit commun. Elle doit préserver et renforcer les allocations spécifiques au titre de la politique de cohésion, afin de financer les surcoûts liés à l'éloignement, à la continuité territoriale, à l'énergie, à l'accessibilité, à la mobilité durable, au désenclavement numérique, à l'eau, à la gestion des déchets et à l'adaptation au changement climatique.

Le maintien du programme d'options spécifiques à l'éloignement et à l'insularité (POSEI), comme instrument autonome intégralement financé par l'Union européenne, est une priorité. Ses crédits doivent être sécurisés et revalorisés pour tenir compte de l'inflation, de l'augmentation des coûts de fret, des aléas climatiques, des crises sanitaires et de la nécessité de renforcer la souveraineté alimentaire. Le POSEI doit continuer d'accompagner les productions locales, la diversification agricole, le renouvellement des générations, la transition agroécologique ainsi que les investissements indispensables à la résilience des exploitations.

Les dispositifs spécifiques à la pêche, à l'aquaculture et à l'économie bleue doivent également être préservés. Ils doivent permettre de compenser les surcoûts propres aux RUP, de soutenir la petite pêche et les filières locales, de moderniser les équipements dans le respect des exigences environnementales, de renforcer la sécurité des professionnels et de développer une économie maritime durable.

Enfin, les taux de cofinancement européens doivent rester adaptés aux capacités financières réelles des collectivités, des entreprises et des associations ultrapériphériques. Leur maintien à un niveau élevé est une condition essentielle pour que les projets puissent effectivement voir le jour et que les RUP ne soient pas écartées des financements européens faute de capacités d'autofinancement suffisantes.



Déclaration de Bayonne de la CPRUP du 12 juin 2026 - Rencontre entre la France, l'Espagne, le Portugal et la CPRUP

## Simplifier et démocratiser l'accès aux financements européens

L'accès aux fonds européens doit devenir plus simple, plus rapide et plus équitable pour les porteurs de projets des RUP. Les règles de gestion, de contrôle et de justification doivent être proportionnées à la taille des opérations, aux montants sollicités et aux capacités administratives des bénéficiaires. La simplification ne doit pas se limiter à une dématérialisation des procédures : elle doit réduire concrètement la charge administrative et sécuriser les porteurs de projets.

Il convient de généraliser les dispositifs adaptés aux petites structures : appels à projets de proximité, procédures allégées, subventions forfaitaires, options de coûts simplifiés, avances de trésorerie et calendriers de paiement plus rapides. Les communes, associations, coopératives, très petites entreprises, acteurs de l'économie sociale et solidaire, organisations professionnelles, établissements de formation et porteurs de projets citoyens doivent pouvoir accéder aux fonds sans disposer d'une ingénierie administrative lourde.

Les programmes européens doivent prévoir un accompagnement de proximité, depuis l'émergence du projet jusqu'à sa réalisation et à sa justification. Cela suppose de renforcer l'assistance technique locale, l'information des bénéficiaires, la formation aux appels à projets, l'appui au montage des dossiers et la mise en réseau des acteurs. Une attention particulière doit être accordée aux projets portés par nos jeunes, nos femmes, nos acteurs culturels, nos agriculteurs, nos pêcheurs et nos initiatives en faveur de l'innovation sociale, de la biodiversité et de l'adaptation climatique.

Les dispositifs inspirés de BESTLIFE2030, qui soutient des projets locaux de biodiversité dans les RUP avec des modalités de financement adaptées, doivent être pérennisés et étendus à d'autres priorités territoriales. Des guichets dédiés aux petits projets, dotés de taux de cofinancement élevés, doivent permettre aux forces vives locales de répondre rapidement aux besoins concrets des territoires.

Cette démocratisation de l'accès aux financements européens doit enfin s'accompagner d'une meilleure visibilité des appels, d'outils accessibles et compréhensibles, ainsi que d'un dialogue régulier avec les bénéficiaires. L'Europe sera d'autant plus présente dans les RUP qu'elle sera en mesure de financer, simplement et efficacement, les initiatives qui transforment la vie quotidienne des habitants.

Le prochain cadre financier pluriannuel doit reconnaître pleinement les besoins spécifiques des RUP et leur garantir une enveloppe budgétaire dédiée et sanctuarisée. Il est essentiel de préserver le POSEI, les allocations spécifiques au titre de la cohésion et de la pêche, et de maintenir des taux de cofinancement adaptés aux contraintes structurelles et durables de ces territoires.

## Donner à la jeunesse ultrapériphérique les moyens de construire son avenir



Salon de l'Orientation de la Formation et des Métiers, Guadeloupe

Les Régions Ultrapériphériques, qui comptent parmi elles les territoires les plus jeunes de l'Union européenne, doivent occuper une place centrale dans la future stratégie européenne sur le droit de rester. Dans les RUP, comme partout en Europe, chaque jeune doit pouvoir accéder à une formation de qualité, à un emploi, à la mobilité, à la culture et à des perspectives d'avenir dans son territoire, sans être contraint de le quitter faute d'opportunités.

Cette ambition suppose de répondre aux freins propres aux RUP : éloignement des centres de formation et d'emploi, coût de la mobilité, fractures numériques, étroitesse des marchés locaux, vulnérabilité climatique, difficultés d'accès à l'information et complexité des procédures. Les politiques européennes destinées à la jeunesse doivent être conçues avec les jeunes des RUP, et non seulement pour eux, en tenant compte de la diversité de leurs parcours, de leurs réalités sociales et de leurs aspirations.

La deuxième édition du projet européen YOUTH4ORs doit contribuer à concrétiser cette ambition. Son approche démontre l'intérêt de dispositifs accessibles aux jeunes, aux associations et aux établissements éducatifs : appels à projets adaptés, information en langage clair et dans les langues pertinentes, accompagnement de proximité, financement simplifié et soutien à des initiatives inscrites dans le temps scolaire et la vie locale. Ces modalités doivent être pérennisées et amplifiées.

La participation des jeunes doit devenir structurelle et non symbolique. Les jeunes des RUP doivent disposer d'une place reconnue dans l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques européennes et territoriales qui les concernent. Cela implique la création ou le renforcement d'instances permanentes de dialogue, la consultation

systématique des jeunes à chaque étape des programmes et la prise en compte effective de leurs recommandations par les décideurs publics.

L'Union européenne et les collectivités doivent également garantir des financements pluriannuels dédiés aux initiatives portées par les jeunes. Des micro-subventions, attribuées selon des modalités simples et rapides, peuvent permettre de faire émerger des projets concrets dans les domaines de l'emploi, de l'entrepreneuriat, de l'innovation, du numérique, de la culture, du sport, de l'environnement, de la santé, de la solidarité et de la citoyenneté. L'expérience YOUTH4ORs montre qu'en levant les obstacles administratifs et financiers, les jeunes deviennent pleinement acteurs de la transformation de leur territoire.

Une attention particulière doit être portée aux jeunes sans emploi ni formation, aux jeunes en situation de précarité ou de handicap, aux jeunes des quartiers prioritaires, des zones rurales et des territoires isolés. Aller vers eux, soutenir les structures locales qui les accompagnent et garantir une participation inclusive sont des conditions indispensables pour que personne ne soit laissé de côté.

Enfin, il convient de renforcer les compétences des jeunes comme celles des institutions qui travaillent avec eux ; donner toute leur place aux jeunes des RUP, c'est reconnaître leur capacité à proposer, décider et agir pour une Europe plus juste, plus inclusive et plus proche de ses territoires.

## Une Europe qui reconnaît pleinement les réalités de ses régions

Les Régions Ultrapériphériques ne demandent ni faveur ni dérogation de confort. Elles exigent le respect effectif du principe d'égalité et des engagements inscrits dans les traités européens. L'Europe ne peut se dire unie, solidaire et attentive à chacun de ses territoires si ses politiques continuent d'être conçues à partir des seules réalités continentales.

L'égalité de traitement ne signifie pas l'uniformité. Appliquer les mêmes règles à des territoires soumis à des contraintes profondément différentes revient, en pratique, à creuser les inégalités. La véritable équité suppose des normes adaptées, des financements dédiés, des taux de cofinancement renforcés et une capacité effective à déroger lorsque les règles de droit commun ne permettent pas de répondre aux besoins de nos populations.

Les RUP ne sont pas des périphéries à compenser : elles sont des territoires européens stratégiques. Elles portent l'Europe dans la Caraïbe, l'océan Indien, le canal du Mozambique, l'Atlantique et en Amérique du Sud ; elles étendent son espace maritime, enrichissent sa biodiversité, renforcent sa présence géopolitique et offrent des espaces d'innovation décisifs pour les transitions écologique, énergétique, numérique et alimentaire.

**Reconnaître pleinement les RUP, c'est assumer le choix politique de l'Europe qui ne laisse aucun de ses territoires à l'écart de ses ambitions, qui transforme les contraintes en leviers d'opportunité et qui garantit à chaque citoyen européen, où qu'il vive, la même capacité à construire son avenir.**

# 5. Les dates clés

**1988** : Première réunion des Présidents des Régions Ultrapériphériques, à Funchal (Madère). Ils adoptent une déclaration qui appelle à un dialogue avec la Commission européenne et leurs États membres, pour que les problèmes spécifiques de leurs territoires reçoivent des réponses adaptées.

**1992** : Le traité de Maastricht reconnaît, dans une déclaration annexée, la situation particulière des Régions Ultrapériphériques.

**1993** : Lors de la 20e Assemblée générale de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM), les présidents signent la Déclaration de Saint-Malo. Ils s'engagent à définir des positions communes au sein de l'Union européenne et à développer des actions de coopération.

**1995** : Première Conférence des Présidents des Régions Ultrapériphériques, en Guadeloupe, autour du slogan « Nos différences se ressemblent et nous rassemblent ». Les présidents adoptent un protocole de coopération pour coordonner la défense des intérêts de l'ultrapériphérie et renforcer leurs projets communs.

**1997** : Le traité d'Amsterdam inscrit le statut des Régions Ultrapériphériques dans le droit de l'Union (article 299, paragraphe 2).

**2009** : Avec le traité de Lisbonne, l'article 349 du TFUE devient la base juridique des mesures spécifiques en faveur des Régions Ultrapériphériques.

**2014** : Mayotte devient la neuvième Région ultrapériphérique.

**2015** : La Cour de justice de l'Union confirme la portée de l'article 349, qui permet d'adapter l'ensemble des politiques européennes aux réalités des Régions Ultrapériphériques.

**2022** : La Commission adopte la stratégie « Mettre les citoyens au premier plan » pour les Régions Ultrapériphériques.

**2025** : La CPRUP célèbre ses trente ans à Bruxelles.

**2026** : Publication de la nouvelle stratégie européenne pour les Régions Ultrapériphériques, le 10 septembre. « **Renforcer la portée mondiale de l'Union** »



Zone Industrielle et Commerciale de Jarry

# 6. Les chiffres clés

| TERRITOIRE | POPULATION | SUPERFICIE |
|---|---|---|
| **Guadeloupe** | 382 586 hab. [1] | 1 685 km² |
| **Martinique** | 359 419 hab. | 1 128 km² |
| **Guyane** | 297 455 hab. | 83 534 km² |
| **Saint-Martin** | 31 160 hab. [2] | 53 km² (partie française) |
| **Madère** | 259 440 hab. | 802 km² |
| **Açores** | 241 718 hab. | 2 322 km² |
| **Canaries** | 2 258 866 hab. | 7 447 km² |
| **Mayotte** | 323 153 hab. | 374 km² |
| **La Réunion** | 904 100 hab. | 2 504 km² |

*Données de la population issue d'Eurostat sur l'année 2025 sauf pour la Guadeloupe et Saint-Martin (INSEE janvier 2026)*

| | |
|---|---|
| **5 MILLIONS** | de citoyens européens |
| **80 %** | de la biodiversité de l'Union européenne |

[1] INSEE population au 1er janvier 2026

[2] INSEE date de référence statistique 1er janvier 2023



Memorial ACTe

# 7. Les RUP dans la Caraïbe

## La Guadeloupe

Archipel français de près de 383 000 habitants, la Guadeloupe est située au cœur de l'arc des Petites Antilles. Membre associée de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale, la Guadeloupe place la coopération régionale au cœur de ses stratégies : mobilité durable, santé, sécurité, éducation, développement économique et gestion des risques constituent autant de domaines dans lesquels elle entend faire vivre concrètement le projet européen dans la Caraïbe.

Forêts tropicales, massifs montagneux, milieux littoraux, mangroves, herbiers et récifs coralliens font de la Guadeloupe un territoire de biodiversité d'importance européenne et mondiale. Le Parc national de la Guadeloupe couvre à lui seul 57 % de la surface terrestre de l'archipel dans son aire d'adhésion.

La Guadeloupe est également à l'avant-garde de la transition énergétique ; la centrale géothermique de Bouillante, unique installation de production électrique géothermique des RUP, illustre la capacité de l'archipel à valoriser ses ressources propres.

Le Grand Port Maritime de la Guadeloupe (GPMG) et la Société aéroportuaire Guadeloupe Pôle Caraïbes (SAGPC) gèrent des infrastructures essentielles pour la continuité territoriale et la compétitivité économique. La Guadeloupe entend renforcer la modernisation de celles-ci, leur résilience face aux risques climatiques et leur décarbonation, afin d'en faire des portes d'entrée et de connexion pleinement intégrées aux dynamiques caribéennes, atlantiques et européennes.

Les défis restent néanmoins majeurs : coût de la vie, étroitesse du marché, dépendance aux importations, vulnérabilité climatique, vieillissement démographique, départ des jeunes et accès à l'emploi. En 2025, le taux de chômage s'élevait à 17 %, et atteignait 32 % chez les 15-29 ans. Ces réalités commandent des politiques européennes et nationales à la hauteur, adaptées aux contraintes permanentes de l'insularité et de l'éloignement.

Terre fondatrice de la CPRUP et terre d'arrivée de la Route du Rhum, la Guadeloupe incarne une Europe ouverte, maritime et connectée à un monde en mouvement.

## La Martinique

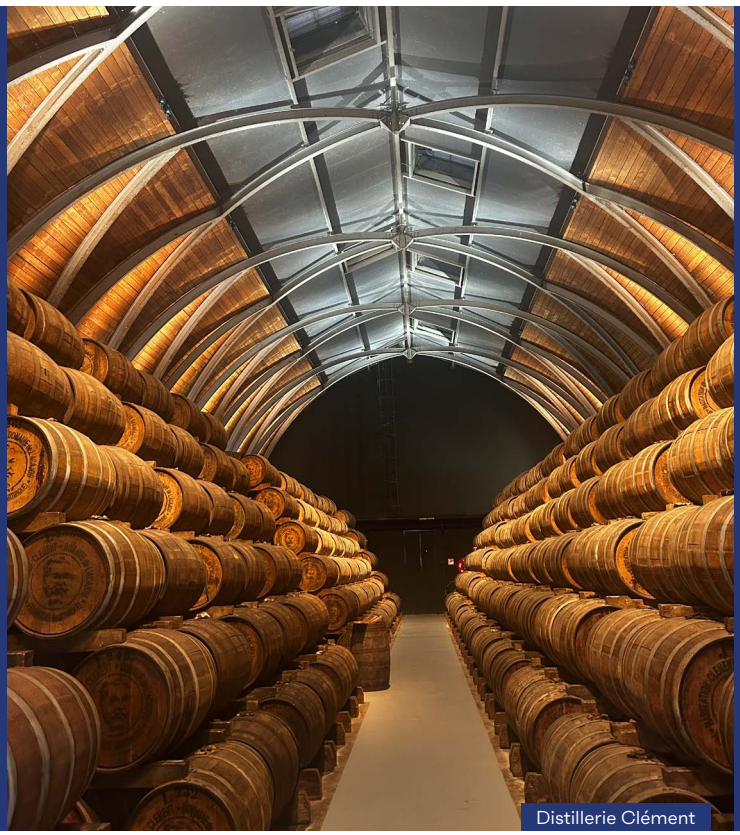
La Martinique a donné au monde Aimé Césaire, Frantz Fanon et Édouard Glissant, des penseurs qui ont marqué la philosophie, la littérature et les luttes politiques du XXe siècle. Cet héritage nourrit une identité riche et plurielle qui s'exprime à travers une culture vivante, la langue créole et les arts.

Elle abrite de nombreux sites naturels remarquables et est un des 36 hotspots mondiaux de biodiversité reconnus par l'Unesco. Les volcans et forêts de la Montagne Pelée et des pitons du nord de la Martinique sont d'ailleurs inscrits sur la liste du patrimoine mondial.

Terre d'innovation au cœur des Caraïbes, la récente adhésion de la Martinique à la CARICOM vient compléter un long travail d'intégration régionale marqué par l'adhésion à la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe des Nations unies (CEPALC) en 2012, à l'Association des États de la Caraïbe (AEC) en 2014 et à l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECO) en 2015.



Serge Letchimy et Younous Omarjee



Distillerie Clément

La Martinique cultive une économie diverse où se côtoient un secteur agricole d'excellence, une industrie dynamique et un tissu d'entreprises actives dans les services, le tourisme, la restauration. Résolument tournée vers l'autonomie alimentaire et énergétique, la Martinique accompagne le développement de l'agriculture vivrière, l'économie bleue et le soutien aux nouveaux secteurs économiques pour construire une croissance durable, créatrice d'emplois et de valeur.



SXM Airport

## Saint-Martin

Bien avant que la libre circulation ne devienne l'un des piliers de la construction européenne, Saint-Martin en faisait déjà une réalité quotidienne.

Partagée entre la France et les Pays-Bas depuis 1648, Saint-Martin est l'une des plus petites îles au monde à être divisée entre deux états et dans laquelle se côtoient plus de 100 nationalités différentes. Cette frontière ouverte, vécue au quotidien, en fait un exemple concret de coopération européenne.

Au cœur des Petites Antilles, l'île est un carrefour des échanges régionaux et touristiques. Durement frappée par l'ouragan Irma en 2017, elle s'est engagée dans une reconstruction plus résistante aux risques climatiques.

**Son modèle transfrontalier en fait un laboratoire de gouvernance et de coopération internationale.**



Saint-Martin possède également un patrimoine culturel particulièrement riche, façonné par les influences françaises, néerlandaises, caribéennes et internationales. Cette diversité se reflète dans les langues parlées, les traditions, la gastronomie et les événements culturels qui rythment la vie de l'île. L'anglais, le français et le néerlandais témoignent de cette pluralité culturelle, qui constitue l'une des principales richesses du territoire.

Sur le plan économique, le tourisme représente un secteur essentiel pour Saint-Martin. Ses plages, ses paysages tropicaux, ses activités nautiques et son patrimoine naturel attirent chaque année de nombreux visiteurs. L'île bénéficie également d'une position stratégique au sein de l'arc caribéen, favorisant les échanges commerciaux et les mobilités entre les îles voisines. Saint-Martin constitue un territoire d'expérimentation particulièrement intéressant pour étudier les enjeux de la coopération transfrontalière, de la résilience insulaire et de l'intégration européenne dans un espace caribéen marqué par une grande diversité politique et culturelle.



Pont sur l'Oyapock

# 8. Les RUP dans l'Amazonie

## La Guyane

Seule région ultrapériphérique continentale, la Guyane donne à l'Union européenne une frontière en Amérique du Sud, avec le Brésil et le Suriname. Cette position lui confère un rôle stratégique dans les relations entre l'Union européenne et la région amazonienne.

Porte d'entrée de l'espace pour l'Europe, elle accueille le Centre spatial guyanais, d'où partent les lanceurs Ariane 6 et Vega-C.

La forêt amazonienne couvre plus de 90 % de son territoire. On y trouve le Parc amazonien de Guyane, plus grand parc national de l'Union européenne et l'un des plus importants réservoirs de biodiversité au monde.



© CNES/ESA/Arianespace-ArianeGroup/Optique Vidéo CSG/S Martin, 2026

Sur le plan démographique et culturel, la Guyane se caractérise par une grande diversité de populations et de traditions. Peuples créoles, amérindiens, bushinengués, populations d'origine européenne, caribéenne ou sud-américaine contribuent à la richesse culturelle du territoire.

Son économie repose sur plusieurs secteurs complémentaires, parmi lesquels le spatial, la pêche, l'agriculture, l'exploitation forestière et minière.

La forte croissance démographique, la jeunesse de sa population, l'immensité de son territoire et l'enclavement de certaines communes de l'intérieur, caractéristiques propres à la Guyane entre autres, engendrent des défis uniques, notamment en matière de développement des infrastructures et d'accès aux services essentiels.

Malgré ses contraintes structurelles, la Guyane représente une opportunité majeure pour l'Union européenne : celle de conjuguer innovation, solidarité, protection du patrimoine naturel et renforcement de sa présence en Amérique du Sud.

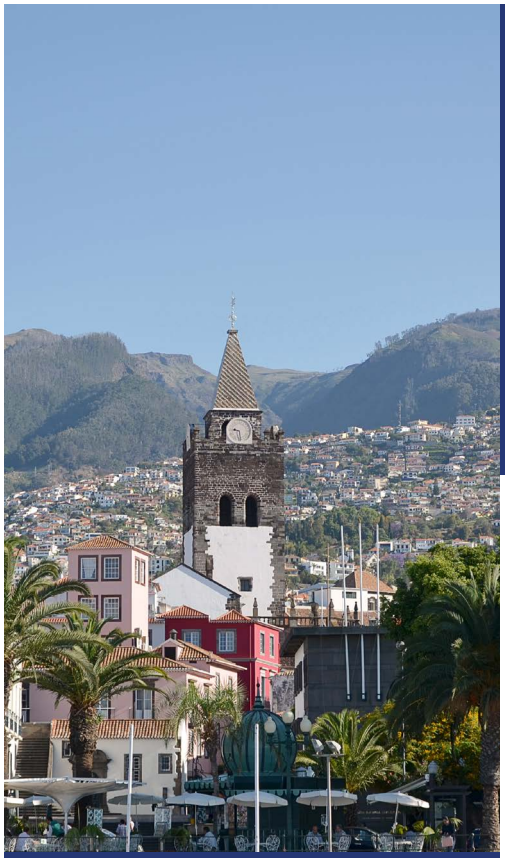


# 9. Les RUP dans la Macaronésie

## Madère

Madère est largement reconnue pour son exceptionnelle richesse naturelle, son climat tempéré tout au long de l'année, ses niveaux élevés de sécurité ainsi que la valeur de son patrimoine environnemental. Parmi ses principaux atouts figure la forêt de Laurisilva, inscrite au Patrimoine mondial naturel de l'UNESCO, un héritage écologique d'une valeur inestimable qui occupe une place centrale dans les politiques régionales de conservation de la nature et dans l'affirmation de la Région comme référence en matière de tourisme durable.

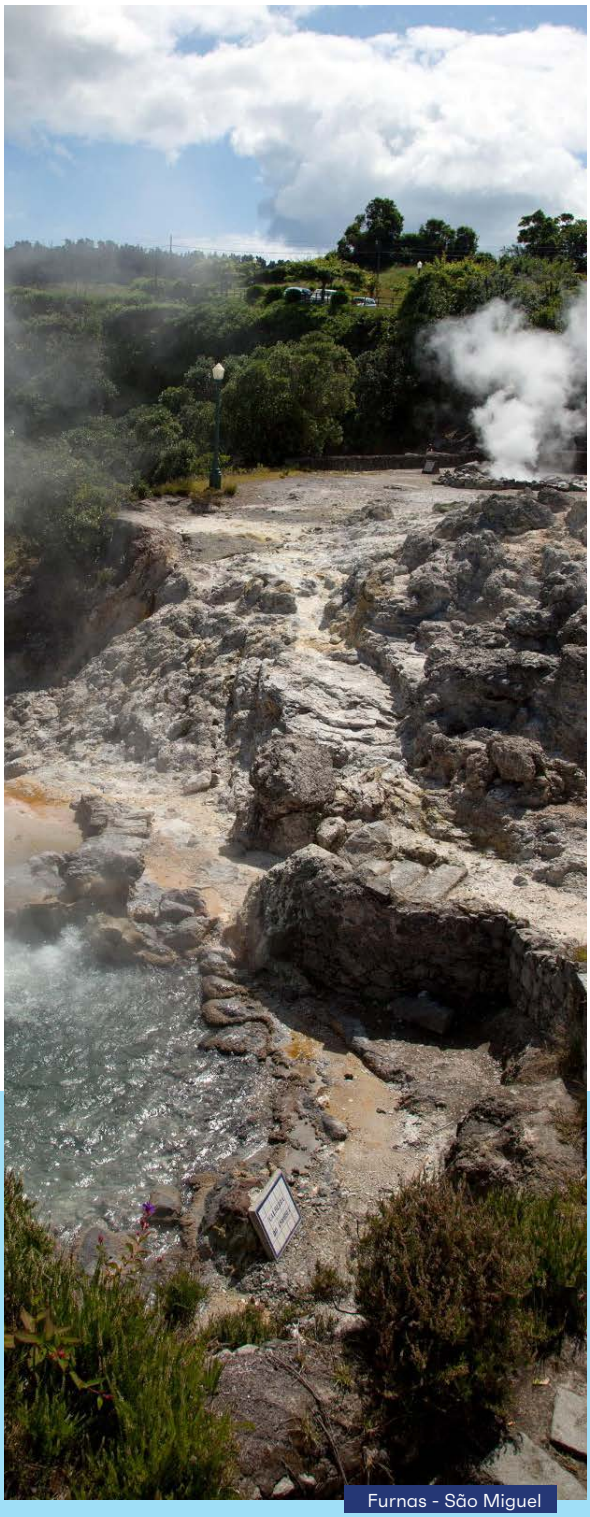
Le tourisme constitue l'un des principaux piliers de l'économie de Madère, soutenu par une stratégie visant à concilier croissance économique, préservation de l'environnement et valorisation du patrimoine culturel.



Cathédrale Notre-Dame-de-l'Assomption de Funchal

L'engagement fort de la Région en faveur de la durabilité s'est traduit par des résultats environnementaux significatifs. Parallèlement, la Région a renforcé son engagement en faveur de la transition énergétique. Dans ce contexte, il convient de souligner les investissements réalisés par le Gouvernement régional au cours de la dernière décennie dans des projets liés aux énergies renouvelables. Cet effort s'est traduit par une augmentation significative de la production d'énergie renouvelable.

L'accent mis sur le tourisme durable, la conservation des ressources naturelles et la transition énergétique a permis d'obtenir des résultats significatifs, notamment une réduction de 73,1 % des émissions de gaz à effet de serre entre 1990 et 2024, qui renforcent le positionnement de Madère en tant que destination touristique durable et comme référence en matière d'action climatique et de développement durable.



Furnas - São Miguel

## Les Açores

Les Açores sont un archipel portugais composé de neuf îles volcaniques, situé dans l'Atlantique Nord, à environ 1 400 km de Lisbonne. Divisées en trois groupes (Est, Central et Ouest), elles constituent une région autonome avec son propre gouvernement et parlement.

Le paysage est dominé par des lagunes de cratère, des caldeiras, des sources thermales, des falaises et des forêts de laurissilva, dans un climat océanique doux et humide. La biodiversité terrestre et marine, avec un grand nombre d'espèces endémiques et l'observation de cétacés, lui a valu la reconnaissance de l'UNESCO, faisant de cet endroit une destination de référence pour le tourisme de nature.

Les neuf îles des Açores apportent aussi à l'Union européenne une zone maritime de près d'un million de km$^2$. Leur position en fait un lieu privilégié pour l'observation de l'océan et du climat, et un véritable laboratoire naturel pour la recherche scientifique.

Pionnières des énergies renouvelables, les Açores exploitent la géothermie, l'éolien et l'hydraulique.

Elles ont aussi créé l'un des plus vastes réseaux d'aires marines protégées de l'Atlantique Nord.

Les Açores illustrent le rôle des RUP dans la transition écologique de l'Europe.



## Les Canaries

Situées au large des côtes africaines, les îles Canaries constituent la frontière méridionale de l'Union européenne et comptent plus de deux millions d'habitants, ce qui en fait la région ultrapériphérique la plus peuplée. Leur position géographique stratégique en fait un espace privilégié de rencontre et de coopération entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique latine, doté d'une forte vocation atlantique.

L'archipel dispose d'un patrimoine naturel et culturel exceptionnel, reconnu à l'échelle internationale par l'Unesco, ainsi que de capacités scientifiques et technologiques remarquables, soutenues par ses universités, ses centres de recherche et ses infrastructures de référence internationale. Ces atouts placent les Canaries dans une position singulière pour contribuer aux priorités européennes en matière d'innovation, de durabilité et de transition écologique, tout en favorisant la diversification de leur économie et la création d'emplois qualifiés.

Dans le domaine scientifique, les Canaries réunissent des conditions exceptionnelles pour agir comme un laboratoire naturel au service de l'Europe. Leur biodiversité terrestre et marine, leurs caractéristiques volcaniques et la qualité de leurs ciels permettent de développer des connaissances dans des domaines tels que l'astrophysique, les sciences marines, les énergies renouvelables et l'étude du changement climatique. Renforcer les liens entre la recherche et le tissu économique, ainsi que la participation de l'archipel aux réseaux européens et internationaux d'excellence, est essentiel pour transformer ces connaissances en solutions innovantes, susceptibles d'être transférées à d'autres territoires.

Le caractère insulaire de l'archipel fait également de l'économie circulaire et de l'économie bleue deux piliers complémentaires de son développement durable. La gestion efficace de l'eau, de l'énergie et des matériaux, la prévention et la valorisation des déchets, ainsi que la réduction de la dépendance aux ressources extérieures peuvent progresser de concert avec l'exploitation durable des ressources marines et maritimes. Le développement de la biotechnologie marine, de l'aquaculture durable et des énergies renouvelables océaniques offre des perspectives pour créer des activités à forte valeur ajoutée, préserver les écosystèmes et renforcer l'autonomie et la résilience des îles.

Les Canaries constituent un territoire à partir duquel l'Europe peut élaborer de nouvelles réponses aux grands défis de notre temps. Elles démontrent que les Régions Ultrapériphériques ne sont pas seulement des territoires qui nécessitent des politiques adaptées à leurs spécificités, mais qu'elles sont aussi capables d'apporter des solutions et des opportunités à l'ensemble de l'Union européenne.



# 10. RUP de l'océan Indien

## Mayotte

Devenue région ultrapériphérique en 2014, Mayotte ancre l'Union européenne dans le canal du Mozambique, sur une route stratégique pour les échanges commerciaux et énergétiques de l'océan Indien.

La coopération régionale peut soutenir les filières agricoles et halieutiques, la formation et les initiatives communes de sécurité maritime, de recherche et de gestion des ressources naturelles. Une meilleure connectivité maritime, aérienne et numérique est essentielle pour développer ces échanges.

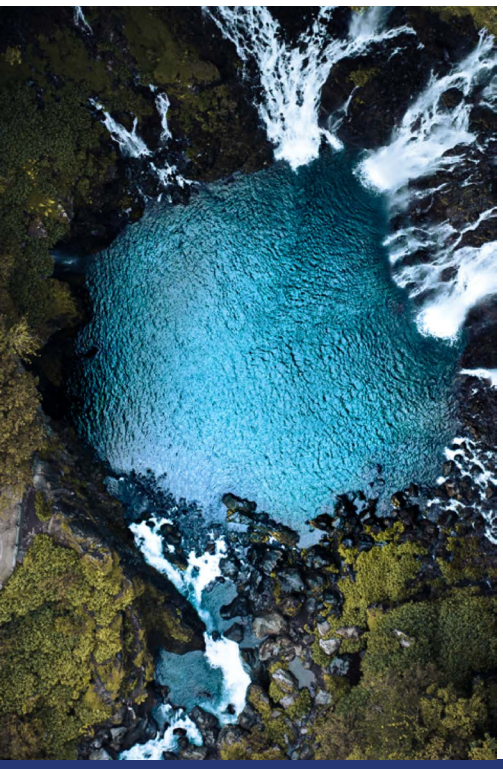
Son lagon, l'un des plus vastes du monde, est protégé par une double barrière de corail, qui fait l'objet d'une démarche d'inscription au patrimoine mondial de l'UNESCO. Sa biodiversité marine exceptionnelle et son volcan sous-marin en font un site d'intérêt scientifique majeur pour l'étude des écosystèmes tropicaux, de leur adaptation au changement climatique et du volcanisme.

Durement frappée par le cyclone Chido en décembre 2024, Mayotte est engagée dans une reconstruction de grande ampleur. L'accès à l'eau, à l'assainissement, au logement, à la santé, ainsi que le développement d'infrastructures aéroportuaires et portuaires résilientes, conditionnent autant l'amélioration des conditions de vie que l'essor économique. Leur renforcement doit permettre au territoire de répondre aux besoins actuels tout en se préparant aux défis climatiques et démographiques.

Avec la population la plus jeune de l'Union, Mayotte dispose d'un vivier de talents et d'innovation. L'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, associées à la consolidation des bases de son développement, permettront de mobiliser ce potentiel dans une dynamique de convergence, au bénéfice de sa population et de l'Union européenne.

## La Réunion

La Réunion est une Région Ultrapériphérique (RUP) de l'Union européenne de l'océan Indien. Grâce à son positionnement stratégique au cœur de l'Indo-Pacifique, La Réunion renforce la présence de l'Europe dans une région clé pour les échanges et la coopération internationale.



Véritable laboratoire d'innovation, elle se distingue par sa biodiversité exceptionnelle, ses avancées en matière de transition écologique, de santé et d'énergies renouvelables, apportant ainsi des solutions concrètes aux défis environnementaux et technologiques de demain.
Sa richesse culturelle et son dynamisme régional en font un levier d'influence et d'ouverture pour l'Europe.

La Réunion se distingue par un patrimoine naturel d'une richesse exceptionnelle, façonné par son histoire volcanique et la diversité de ses paysages. Ses pitons, cirques et remparts, inscrits au patrimoine mondial de l'Unesco, témoignent de la singularité de son environnement et de sa biodiversité remarquable. Véritable laboratoire naturel, l'île dispose d'atouts précieux pour développer des initiatives dans les domaines de la préservation de la biodiversité, de l'adaptation au changement climatique et de la transition écologique.

RUP la plus éloignée du continent européen, La Réunion dispose d'infrastructures de transport et de communication structurantes qui favorisent son intégration dans les échanges régionaux et internationaux :

- Le Grand Port Maritime de La Réunion, qui traite plus de cinq millions de tonnes de marchandises selon les données de la présentation, constitue un hub logistique stratégique de l'océan Indien ;
- L'aéroport international Roland-Garros assure quant à lui, la connectivité aérienne du territoire avec l'Europe et plusieurs destinations de l'océan Indien, d'Afrique et d'Asie.

Sur le plan numérique, La Réunion bénéficie de connexions internationales par câbles sous-marins et d'un déploiement très avancé du très haut débit, avec une couverture de 94 % de sa population.

Elle dispose également d'un écosystème structuré de formation, de recherche et d'innovation qui constitue un atout majeur pour son développement économique et son rayonnement régional.

Les énergies renouvelables représentent également un secteur prioritaire, dans un contexte insulaire où la transition énergétique constitue un enjeu majeur.

Le territoire bénéficie par ailleurs de savoir-faire reconnus dans l'agriculture et la transformation agroalimentaire, avec des enjeux forts de résilience et d'adaptation aux contraintes climatiques et géographiques. Enfin, la richesse de son patrimoine naturel et culturel favorise le développement d'un tourisme durable.



# 11. Les RUP : enjeux géopolitiques et géostratégiques

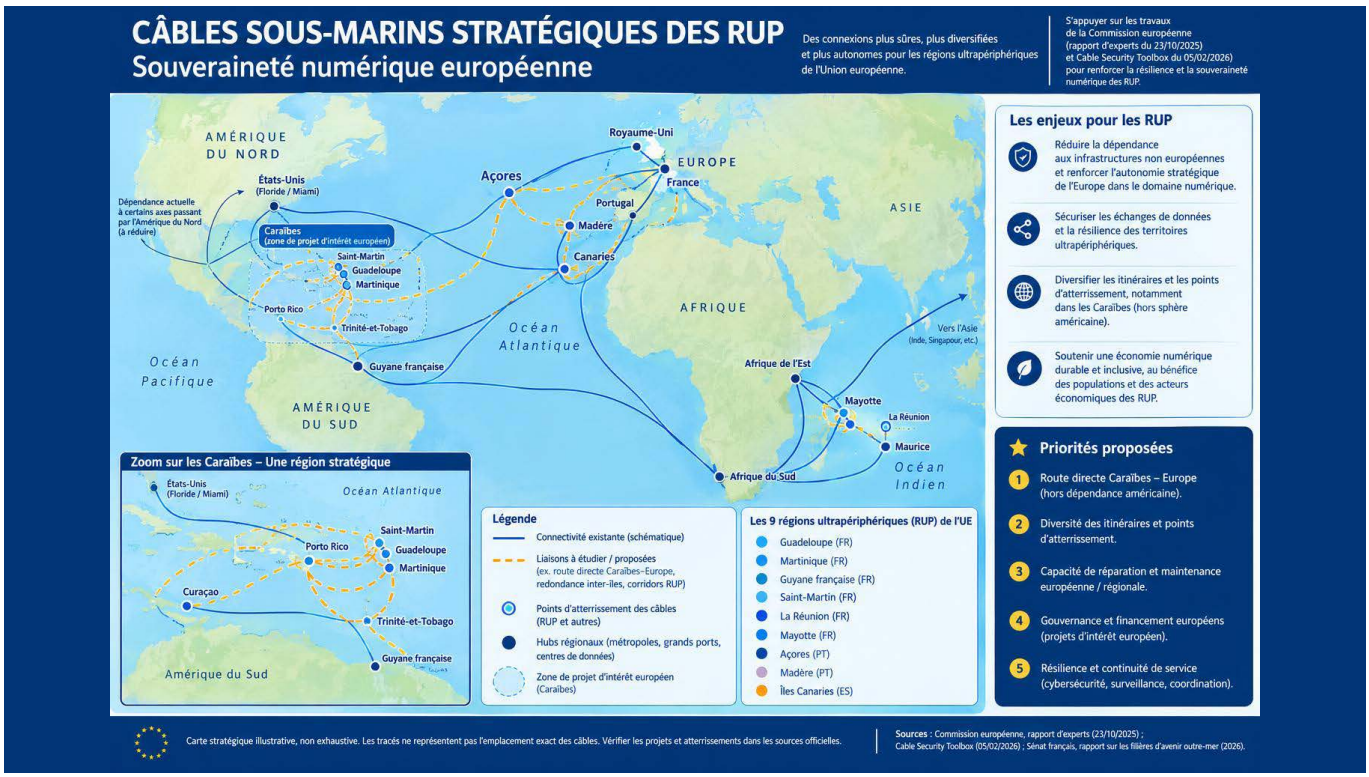
Le monde est entré dans une ère d'instabilité et de compétition accrues, mais aussi d'opportunités pour ceux qui sauront s'y positionner. Les Régions Ultrapériphériques (RUP) ont toute leur place dans cette dynamique, et l'Europe avec elles.

Face à la recomposition de l'ordre mondial, une réalité s'impose : les RUP sont par essence des territoires stratégiques de premier ordre pour l'Union européenne. Leur double appartenance, à l'Union et à leurs bassins géographiques, n'est pas une faiblesse ; c'est un atout. Les RUP apportent à l'Union de vastes zones économiques exclusives et une présence permanente dans l'Atlantique, la Caraïbe, l'Amazonie, le canal du Mozambique et l'Océan Indien. Ce sont des leviers directs de l'autonomie stratégique européenne qui permettent à l'Europe de ne pas dépendre d'autrui pour l'essentiel : énergies, ressources marines et minérales très convoitées, routes maritimes, accès à l'espace, ...

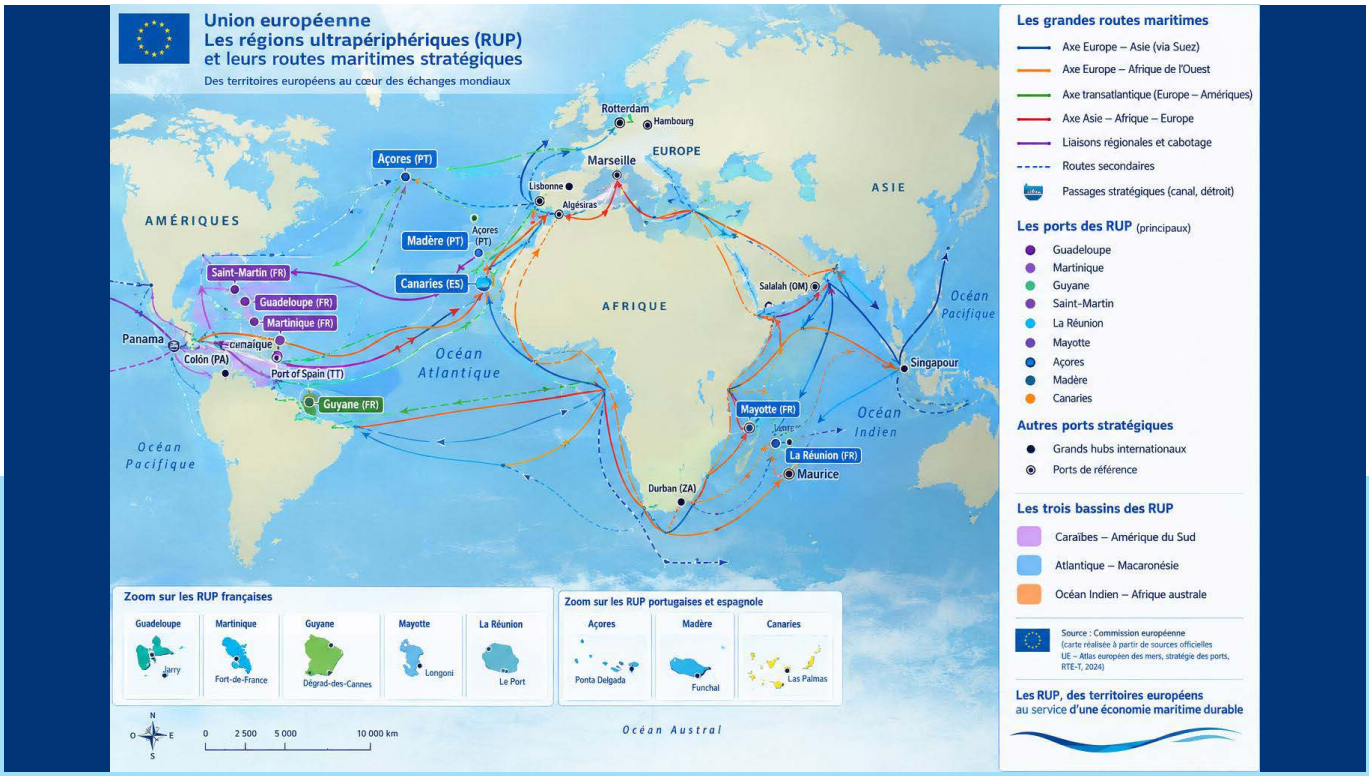
D'autres puissances l'ont bien compris. Entre 2005 et 2022, la Chine a investi plus de 10 milliards de dollars dans six pays de la Caraïbe et ses échanges commerciaux ont été multipliés par huit entre 2002 et 2019. Il n'y a là aucune menace à dénoncer, mais un signal à entendre : la valeur stratégique des voisinages des RUP est déjà reconnue ailleurs.

**Il appartient à l'Europe d'en faire pleinement un atout.**

**Les RUP ne sont plus des territoires lointains : ce sont des positions stratégiques.**




Carte des câbles sous-marins




Carte des hubs maritimes

Dans un monde multipolaire, où certaines ressources se raréfient et où les routes maritimes sont les artères de plus en plus disputées du commerce mondial, disposer de territoires répartis sur plusieurs océans et continents constitue un avantage décisif. L'Europe doit donc affirmer sa présence avec clarté face aux stratégies d'influence extérieures.

L'Union investit massivement dans sa défense : en 2024, les États membres y ont consacré 343 milliards d'euros[3], et l'instrument SAFE peut mobiliser jusqu'à 150 milliards d'euros de prêts supplémentaires.

**Le rapport Draghi l'a souligné : compétitivité et sécurité sont désormais indissociables.**

Cet effort n'aura de portée que s'il s'appuie sur des positions avancées, et les RUP en sont une composante essentielle : situées sur plusieurs océans, aux portes de l'Atlantique, de la Caraïbe, de l'Amazonie, du canal du Mozambique et de l'océan Indien, elles étendent la présence de l'Union là où se jouent la sécurité des routes maritimes, la protection des ressources et l'accès à l'espace. Sans elles, l'Europe perdrait une grande part de sa capacité à surveiller, à protéger et à agir hors de son territoire continental.

**La révision à mi-parcours de la politique de cohésion ouvre la possibilité de réorienter des fonds vers la défense, l'énergie et la compétitivité. Les RUP doivent pleinement bénéficier de cette flexibilité, en priorité pour les infrastructures portuaires et aéroportuaires, la surveillance maritime et la résilience face aux crises climatiques et diplomatiques, c'est-à-dire pour tout ce qui renforce directement la capacité de l'Europe à défendre ses intérêts.**

**Investir dans les RUP, c'est donc investir dans la sécurité de l'Europe. Les Régions Ultrapériphériques ne demandent pas à être traitées comme une charge : elles sont un atout stratégique qui permet à l'Europe de rester une puissance mondiale au XXIe siècle.**

[3] Agence européenne de défense, « Defence Data 2024-2025 », septembre 2025



Installation des nouveaux Portiques au GPMG

# 12. Les atouts des RUP

## Souveraineté sur les ressources

Les Régions Ultrapériphériques disposent d'importantes ressources halieutiques, énergétiques et minérales. Or la maîtrise des matières premières critiques conditionne désormais la souveraineté technologique et industrielle. Ces espaces sont donc un atout majeur pour l'Union.

## Sécurité des routes maritimes

Plus de 80 % du commerce mondial en volume transite par la mer. Situées près de grandes routes maritimes, les Régions Ultrapériphériques permettent de surveiller ces flux, de sécuriser les approvisionnements et de porter assistance en mer. Dans la Caraïbe, la présence croissante d'acteurs extérieurs dans les ports de la région rend ce rôle d'autant plus précieux.

## Points d'appui dans le monde

Ports, aéroports et infrastructures de télécommunication répartis dans plusieurs bassins océaniques offrent à l'Union des points d'appui pour l'aide humanitaire, la gestion des catastrophes et la recherche, ainsi que pour la sécurité si nécessaire. Ailleurs dans le monde, d'autres puissances investissent massivement dans des infrastructures civiles à double usage.

## Influence diplomatique et normative

Chaque région ultrapériphérique est un territoire où s'appliquent le droit européen, les droits fondamentaux et des normes environnementales et sociales parmi les plus exigeantes du monde. Dans des bassins régionaux en développement, cette présence normative peut constituer un atout considérable.

# 13. Les projets

## Panorama des projets pour les RUP

Présentes dans l'Atlantique, la Caraïbe, l'Amérique du Sud, le canal du Mozambique et l'océan Indien, les Régions Ultrapériphériques (RUP) donnent à l'Union européenne une dimension mondiale.

Reconnues par l'article 349 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, elles bénéficient d'une approche adaptée à leurs réalités : grand éloignement, insularité ou enclavement, vulnérabilité climatique et autres contraintes structurelles permanentes.

Ces spécificités constituent aussi un potentiel stratégique majeur.

Les RUP concentrent une biodiversité exceptionnelle et occupent des positions géographiques clés au sein de bassins régionaux dynamiques.

Elles sont des territoires d'innovation pour la transition énergétique, la résilience climatique, la gestion durable des ressources marines et la transformation numérique.

Les projets cofinancés par l'Union européenne et spécifiquement dédiés aux RUP répondent à ces enjeux. Ils visent à :
- Renforcer la protection des écosystèmes et l'adaptation au changement climatique ;
- Améliorer la connectivité et réduire les effets de l'éloignement ;
- Soutenir l'innovation, l'entrepreneuriat et la coopération régionale ;
- Investir dans la jeunesse et les compétences.

**Au-delà du soutien financier, ces initiatives traduisent une vision politique : faire des RUP des territoires d'excellence, pleinement intégrés aux priorités européennes.**

**Miser sur les Régions Ultrapériphériques, c'est renforcer la présence mondiale de l'Union, consolider sa souveraineté maritime et énergétique, et développer des solutions innovantes exportables à l'ensemble du continent.**

**Les RUP ne sont pas en marge de l'Europe.**

**Elles en dessinent l'avenir.**

## REMOTE – Reshaping Energy Models for Outermost Territories

**Montant du projet : 1 784 001 €**
**Montant financement européen : 1 402 120 €**

Les RUP dépendent largement des énergies fossiles importées et ne sont pas reliées aux grands réseaux continentaux. Pour elles, l'autonomie énergétique est un enjeu de souveraineté.

Le projet est coordonné par la Région Réunion et cofinancé par le programme Interreg Europe. Il réunit les Açores, les Canaries, la Guyane, Madère, Mayotte et Saint-Martin. La Guadeloupe et la Martinique y sont associées depuis juin 2025.

Les neuf RUP partagent ainsi un même cap : devenir des régions européennes 100 % autosuffisantes en énergie.

De 2025 à 2029, les partenaires construisent ensemble des « trajectoires de transition ». Chaque semestre, une task force thématique et une visite de terrain servent à comparer les politiques énergétiques régionales et à repérer les solutions qui peuvent être reprises ailleurs. Un outil commun de comparaison des politiques publiques de l'énergie accompagne la démarche.

REMOTE renforce aussi la voix des RUP à Bruxelles. Les partenaires ont contribué à la consultation sur le paquet européen « Énergie citoyenne » (Citizens Energy Package). Ils échangent aussi sur la mise en œuvre du Fonds social pour le climat.

L'autonomie énergétique ne se décrète pas : elle se construit ensemble, d'un océan à l'autre.



## YOUTH 4 Outermost Regions : la jeunesse des RUP en action

Près de cinq millions de citoyens européens vivent dans les Régions Ultrapériphériques, dans l'Atlantique, la Caraïbe, l'Amazonie, la Macaronésie, le canal du Mozambique et l'océan Indien. Leur jeunesse est un atout pour l'Union. Elle reste pourtant confrontée à l'éloignement, à l'insularité et à un accès plus limité aux opportunités.

Le programme YOUTH 4 Outermost Regions (YOUTH4ORs) est l'une des actions prévues par la stratégie de la Commission européenne de mai 2022 pour les RUP.

Près de 70 actions ont été primées, chacune soutenue jusqu'à 10 000 € pendant 6 à 10 mois. La Guadeloupe compte à elle seule 11 actions primées. Elles portent sur l'insertion professionnelle, l'éducation, la culture, l'environnement, le numérique et la solidarité entre générations. Le programme a aussi donné lieu à des recommandations sur la participation des jeunes à la décision publique dans les RUP.

En octobre 2025, des lauréates ont présenté leurs actions au Parlement européen, puis lors de l'événement final organisé pendant la Semaine européenne des régions et des villes.



YOUTH4ORs - Native Scientists

## YOUTH4ORs 2 : une nouvelle édition annoncée

La Commission a annoncé une deuxième édition le 10 septembre 2026, lors de la publication de sa nouvelle stratégie pour les RUP. Les appels à actions destinés aux jeunes et aux organisations de jeunesse des RUP seront publiés au premier trimestre 2027.

La jeunesse des RUP ne prépare pas seulement l'avenir de l'Europe : elle le construit dès aujourd'hui

## Açores : « Native Scientists » (Le scientifique retourne à l'école)



YOUTH4ORs - Native Scientists

Le principe est simple : des scientifiques açoriens retournent dans l'école primaire de leur enfance pour y animer des ateliers de sciences pratiques et accessibles.

Avec le soutien de YOUTH4ORs (10 000 €), ce projet étend aux îles de l'archipel la démarche du programme portugais « Cientista Regressa à Escola ». Ce programme a été lancé en 2021 par l'association Native Scientist.

Chaque scientifique est mis en relation avec l'école de sa propre commune, puis formé à la médiation scientifique. Devant les élèves, la science prend alors le visage de quelqu'un qui a grandi au même endroit, parle comme eux et a usé les mêmes bancs.

**Faire naître les vocations là où elles sont nées.**

Dans un territoire morcelé en neuf îles, beaucoup d'enfants n'ont pas l'occasion de rencontrer des chercheurs. Au Portugal, les écoles rurales manquent souvent d'activités scientifiques en dehors des cours. Ce projet comble ce manque.

L'enjeu va au-delà d'un atelier. Il s'agit de faire comprendre aux enfants qu'ils peuvent ambitionner l'idée de devenir scientifiques. Le projet prépare aussi le retour des talents : aujourd'hui, ces chercheurs étudient l'océan, les volcans et le climat, des domaines où les Açores sont un laboratoire naturel de rang mondial.

**Retenir les talents commence dès l'école primaire.**

## Guadeloupe : CXC_PROJECT, « Vers une école caribéenne de l'excellence »

Depuis la rentrée 2024-2025, l'Académie de Guadeloupe s'ouvre aux standards éducatifs de son environnement régional. Pendant trois ans, des lycéens guadeloupéens sont sélectionnés et préparés au CSEC, le certificat d'enseignement secondaire délivré par le Caribbean Examinations Council. Ce diplôme fait référence dans l'ensemble de la Caraïbe anglophone. Il est reconnu par les universités caribéennes, notamment l'University of the West Indies, ainsi que par de nombreux établissements à l'international.

**Un diplôme caribéen pour une jeunesse européenne : l'insertion régionale commence sur les bancs du lycée.**



Derek Walcott Library

La Guadeloupe vit au cœur d'un bassin anglophone, hispanophone et créolophone.
Pourtant, les barrières de langue et de diplômes freinent encore les échanges avec ses voisins. CXC_PROJECT s'attaque à ce frein dès le lycée. Les jeunes Guadeloupéens obtiennent un diplôme reconnu par leurs voisins, maîtrisent l'anglais en situation réelle et peuvent viser les universités, les stages et les emplois de la région.

Le projet concrétise l'ambition d'insertion régionale portée par la Guadeloupe, membre associé de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale (OECO). Il s'inscrit aussi dans la stratégie européenne pour les RUP, qui fait de la coopération avec les pays voisins un levier de développement.

Le projet a aussi une portée géopolitique. Dans une Caraïbe où de grandes puissances investissent massivement dans l'éducation et l'influence, il installe la présence européenne là où elle compte le plus : auprès de la jeunesse. Avec un soutien de 7 500 €, il montre qu'une initiative ciblée peut produire un effet durable.

**Former des citoyens européens à l'aise dans leur bassin de vie : c'est cela, faire des RUP l'avant-garde de l'Europe.**

## • BEST LIFE2030 : financer la biodiversité des outre-mer européens

Les outre-mer européens abritent une biodiversité exceptionnelle mais très vulnérable. BEST LIFE2030 est financé par le programme LIFE et coordonné par l'UICN. Il accorde jusqu'à 100 000 € à des projets locaux de conservation et de restauration de la nature, portés par des associations, des collectivités ou des organismes de recherche.
La CPRUP, par son association (ACPRUP), fait partie du consortium, avec l'Office français de la biodiversité (OFB) et l'OCTA.

### Un impact concret sur le terrain

Les deux premiers appels ont financé 138 projets pour plus de 13,5 M€, de l'Amazonie à l'océan Indien, en passant par la Caraïbe et la Macaronésie. Ces projets permettent de replanter des mangroves, de sauver des espèces menacées, d'éradiquer des espèces envahissantes et de doter de nouveaux espaces naturels de plans de gestion.

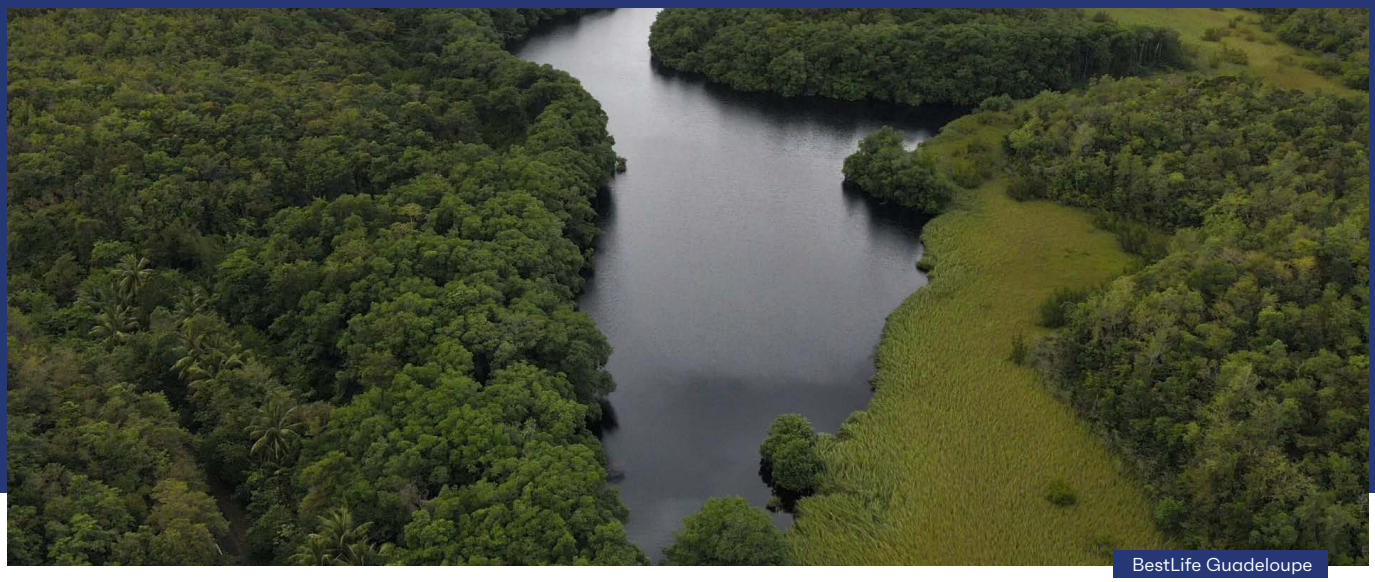
Avec deux appels encore à venir, environ 230 projets devraient être soutenus d'ici 2030.

### Défendre l'avenir du dispositif

La CPRUP, l'OCTA et l'UICN mènent une action commune pour maintenir un financement LIFE durable, consacré à la biodiversité des Régions Ultrapériphériques et des pays et territoires d'outre-mer. L'enjeu est de garantir aux acteurs locaux un accès direct et simplifié aux fonds européens au-delà de 2030.

### Des solutions locales, un impact européen.

## BestLife Guadeloupe : Restauration de la continuité écologique de l'embouchure de la rivière de Vieux-Fort à Saint-Louis de Marie-Galante



BestLife Guadeloupe

## BestLife Guyane : Préservation et aménagement d'une mare à reproduction explosive d'amphibiens



Note terminologique : L'expression « reproduction explosive » est un terme scientifique désignant une reproduction massive et synchronisée des amphibiens sur une courte période.

BestLife Guyane

## BestLife Canarias : Conserver le dernier bastion du lézard géant de Tenerife



BestLife Canarias

## BestLife Martinique : Protection et valorisation des mares des Anses d'Arlet



BestLife Martinique



Funchal

# 14. Programme

## Mercredi 4 Novembre

**9h00-12h00** Visite du Grand Port Maritime de Guadeloupe et présentation des travaux de l'Association des Ports des RUP

**17h00-18h00** Session d'échanges avec les Députés européens

## Jeudi 5 Novembre

**9h00-12h00** Session interne des Présidents des RUP

**9h00-11h30** Espace Régional du Raizet : Échanges entre les forces vives politiques et économiques et les institutions européennes

**14h00-18h30** Réunions bilatérales

## Vendredi 6 Novembre

**9h00-12h00** Visite du Mémorial ACTe

**9h00-12h00** Session partenariale

**14h00-16h00** Session internationale

# Programme Cabo-Verde et OCTA

## Jeudi 5 Novembre

**9h00-12h00** Réunions bilatérales

**14h00-18h00** Réunions bilatérales

## Vendredi 6 Novembre

**9h00-12h00** Visite du Mémorial ACTe

**14h00-16h00** Session internationale


Funchal

# Programme OECO

## Mercredi 4 Novembre

**9h30-10h30** Visite de la PIRAC
**14h30-16h30** Visite du CREPS

## Jeudi 5 Novembre

**9h30-11h00** Visite du CHUG
**14h00-15h00** Réunions bilatérales

## Vendredi 6 Novembre

**10h00-11h00** Rencontre avec la CCIIG
**11h00-12h00** Rencontre avec l'Université des Antilles

# Programme COI

## Mardi 3 Novembre

**10h00-12h00** Visite de terrain
**12h00-14h00** Déjeuner
**14h00-16h00** Visite de terrain

## Mercredi 4 Novembre

**9h00 -12h00** Visite du Grand Port Maritime
**12h00-16h00** Domaine de Valombreuse

## Jeudi 5 Novembre

**9h00-11h30** Échanges entre les forces vives politiques et économiques et les institutions européennes
**14h00-18h00** Réunions bilatérales

## Vendredi 6 Novembre

**9h00-12h00** Visite du MACTe
**14h00-16h00** Session Internationale

# 15. Trombinoscope



**M. Ary CHALUS**
*Président du Conseil Régional de Guadeloupe*



**M. José Manuel BOLIEIRO**
*Président du Gouvernement Régional des Açores*



**M. Fernando CLAVIJO BATLLE**
*Président du Gouvernement des Canaries*



**M. Jean-Paul FEREIRA**
*Président de la Collectivité Territoriale de Guyane*



**M. Miguel ALBUQUERQUE**
*Président du Gouvernement Régional de Madère*



**M. Serge LETCHIMY**
*Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique*



**M. Ben Issa OUSSENI**
*Président du Département-Région de Mayotte*



**Mme Huguette BELLO**
*Présidente du Conseil Régional de la Réunion*



**M. Louis MUSSINGTON**
*Président de la Collectivité de Saint-Martin*



**M. Thibault LECHAT-VEGA**
*Vice-Président de la Collectivité Territoriale de Guyane*



**Mme Bénédicte DI GÉRONIMO**
*Conseillère exécutive en charge des Fonds Européens Collectivité Territoriale de la Martinique*



**Mme Zamimou AHAMADI**
*Vice-Présidente du Département-Région de Mayotte*



**Mme Sofia RIBEIRO**
*Secrétaire Régionale à l'Éducation, à la Culture et aux Sports du gouvernement des Açores*



**Mme Naïma MOUTCHOU**
*Gouvernement de la France, Ministre des Outre-Mer*



**M. Benjamin HADDAD**
*Gouvernement de la France, Ministre délégué chargé de l'Europe*



**Mme Janica HOPFER ALMADA**
*Présidente de la République par intérim du Cabo Verde*



**M. Fernando SAMPEDRO MARCOS**
*Gouvernement de l'Espagne, Secrétaire d'État de l'Union Européenne*



**Mme Inês DOMINGOS**
*Gouvernement du Portugal, Secrétaire d'État aux Affaires Européennes*



**M. Younous OMARJEE**
*Eurodéputé de la Réunion, (France, GUE/NGL), Vice-Président du Parlement européen*



**Mme Marie-Luce BRASIER-CLAIN**
*Eurodéputée de la Réunion (France, PfE)*



**M. Paulo DO NASCIMENTO CABRAL**
*Eurodéputé des Açores, (Portugal, PPE), Co-Président de l'intergroupe « Politique de cohésion et RUP »*



**M. André FRANQUEIRA RODRIGUES**
*Eurodéputé des Açores (Portugal S&D)*



**M. Sergio GONÇALVES**
*Eurodéputé de Madère (Portugal, S&D)*



**M. Juan Fernando LOPEZ AGUILAR**
*Eurodéputé des Canaries (Espagne, S&D), co-président de l'intergroupe « Politique de cohésion et RUP »*



**M. Rody TOLASSY**
*Eurodéputé de la Guadeloupe (France, PfE)*



**M. Raffaele FITTO**
*Vice-Président Exécutif de la CE à la Cohésion et aux Réformes (DG REGIO)*



**M. Vasco DE MELLO**
*Membre du CESE et Rapporteur du CESE sur la stratégie RUP*



**M. Thibault LECHAT-VEGA**
*Membre du CdR et Rapporteur du CdR sur la stratégie RUP*



**M. Ibrahim NORBERT RICHARD**
*Secrétaire Général de la COI (Commission de l'Océan Indien)*



**M. Xavier LÉDÉE**
*Président de l'OCTA (Association des Pays et Territoires d'Outre-Mer)*



**M. Didacus JULES**
*Directeur Général de l'OECO (Organisation des États de la Caraïbe Orientale)*

GUADELOUPE

# RUP 25-26

Présidence de la conférence des
Régions Ultrapériphériques

www.cp-rup.com

REGION GUADELOUPE
Archipel d'Avenir